

THEMA

MILITAIRES ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Opération Terra

Raymond Klein

REGARDS

Une étude présentée au Luxembourg dépeint les effets néfastes du changement climatique sur la paix dans le monde. Les militaires se portent volontaires pour sauver le climat. Tout en préservant la paix, la civilisation et... la domination occidentale.

Tom Middendorp était au Luxembourg vendredi dernier pour présenter à la presse luxembourgeoise le « World Climate and Security Report ». Le général néerlandais à la retraite a commandé auparavant de l'infanterie et des blindés, dans son pays et en Afghanistan. En parlant du défi climatique, il a su montrer qu'il voyait plus large que le bout de la lunette de son véhicule de combat.

Épaulettes vertes

Middendorp a évoqué son expérience dans un village afghan, attaqué par les talibans et difficilement défendu par les troupes néerlandaises. « Nous avons fini par comprendre que la véritable cause du conflit local était un désaccord sur le partage de l'eau. » Plus tard, une solution a été négociée sur ce partage - « nous, aux Pays-Bas, on a l'expérience des négociations sur l'eau », a expliqué le général. Et d'assurer que les talibans ne sont jamais revenus - la diplomatie environnementale, plutôt qu'une victoire militaire, a ramené la paix au village.

Cette histoire tout comme le rapport étaient présentés de manière exclusive au Luxembourg, avant de l'être à Munich, dans le cadre de la conférence de sécurité (MSC) annuelle, le week-end dernier. En invitant les représentant-e-s de l'International Military Council on Climate and Security (IMCCS), issu-e-s de la communauté militaire, le ministre de l'ar-

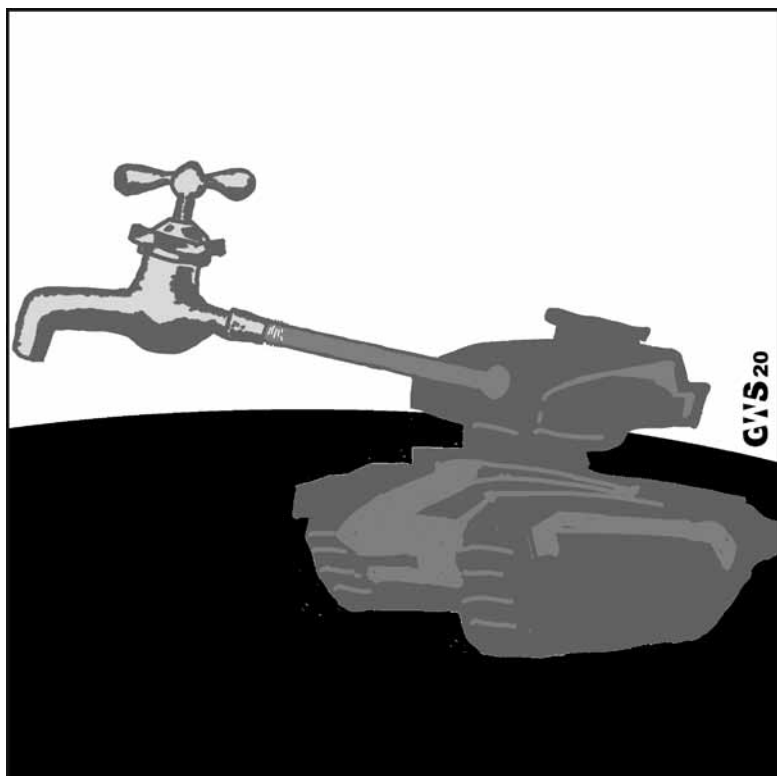
mée François Bausch a réaffiché son intention de verdir, sur le plan diplomatique aussi, la politique militaire luxembourgeoise (voir woxx 1566).

Les problèmes liés à l'eau sont ceux où l'effet du changement climatique comme « multiplicateur des menaces » est le plus évident. Des conflits autour des prélèvements d'eau et des projets de barrages le long de fleuves traversant plusieurs pays sont déjà nombreux, mais la réduction des débits liée au réchauffement global va encore les accentuer. Cette menace, comme les autres, les auteur-e-s du rapport la présentent dans un style très martial. Sur fond de mappemonde, les diapositives PowerPoint montrent des drapeaux et des légendes explicatives. Cela pourrait orner les murs d'un centre de commandement dans cette guerre contre le nouvel ennemi décrit ainsi : « Le changement climatique frappe plus violemment et plus rapidement que beaucoup ne s'y attendaient. »

De l'eau... ou des canons

Les militaires ont-ils donc déclaré la guerre au CO₂ ? Pour le moment, ils et elles se contentent de décrire la menace. Une menace qui affecte dès aujourd'hui « la disponibilité des forces » des armées occidentales. Middendorp a donné l'exemple du plus grand port de l'US Navy, à Norfolk, dont les infrastructures sont de plus en plus souvent inondées. Mais il a aussi évoqué les populations au Bangladesh et ailleurs, qui sont beaucoup plus dépourvues par rapport à la montée du niveau de la mer.

Les inondations, tout comme les sécheresses, poussent les gens à abandonner leur région et leur gagne-pain, a constaté Middendorp. Des mouvements de population qui peu-



vent donner lieu à des conflits, ou, s'ils sont enrayés, à d'autres dérives : « Les gens n'ont pas beaucoup de choix, cette situation favorise le crime organisé », a mis en garde le général, « et des personnes désespérées risquent aussi de rejoindre des organisations extrémistes. » Des problèmes à résoudre par l'action civile plutôt que militaire, pourrait-on conclure. D'autant plus que les armées, avec leurs engins propulsés par des carburants fossiles, comptent parmi les plus gros émetteurs de CO₂. Mais le rapport ne présente pas les militaires comme faisant partie du problème : il affirme plutôt qu'ils font partie de la solution.

Plus de panzer !

C'est que le changement climatique est très « tendance ». À la conférence de sécurité de Munich, il était à l'ordre du jour, notamment lors de la table ronde « Apocalypse Now? - Climate and Security ». En face, la manif pacifiste tentait également d'élargir son audience avec le mot d'ordre « Contre la guerre et les destructions environnementales ! ». Cela n'a pas empêché les participant-e-s de la MSC de se concentrer sur des sujets plus traditionnels. Ainsi, les États-Unis ont mis en garde contre le « nouveau grand danger » - la Chine ! L'Europe s'est, de son côté, plainte une fois de plus de l'érosion du multilatéralisme par son partenaire transatlantique. Pour le reste, la désunion en matière de politique étrangère de l'Union européenne a été réaffirmée, notamment par les discours de Frank-Walter Steinmeier et d'Emmanuel Macron.

Un des sujets récurrents est celui de l'« engagement allemand » : ainsi, lors de la MSC de 2014, il y avait eu une sorte de consensus entre SPD et CDU sur le fait que l'Allemagne devait « prendre ses responsabilités » en ma-

tière de politique de sécurité. Ce qui, pour le public spécialisé de la conférence, signifiait : plus de troupes, plus d'opérations, plus d'agressivité allemandes. Christophe Arend, parlementaire macroniste interviewé par le Deutschlandfunk, l'a clairement formulé en évoquant les soldats allemands au Mali, qui ne participent pas aux opérations de guerre : « Que pensent-ils quand ils voient les soldats français aller au combat ? Je peux m'imaginer que les soldats allemands aimeraient bien accompagner leurs amis français. » La Bundeswehr rêve-t-elle vraiment d'en découdre aux côtés de l'armée tricolore ? Beaucoup de politicien-ne-s semblent en tout cas en rêver.

Mais pas Steinmeier. Nuançant ce qu'il avait dit en 2014 en tant que « Verteidigungsminister », l'actuel Bundespräsident a abordé l'inquiétude de nombre de ses concitoyen-ne-s, suspectant que derrière les appels à la « responsabilité » se cacheraient surtout des interventions à l'étranger. Certes, il a regretté que des réflexions morales aient entravé les approches pragmatiques, mais il s'est démarqué des va-t-en-guerre : « L'instrument militaire est indispensable pour notre sécurité, mais il n'est ni le premier instrument, ni le plus prometteur. »

Sur ce point, le rapport de l'IMCCS ne se prononce pas. Mais son intention est peut-être plus belliciste qu'elle n'en a l'air. Ainsi, il promeut la « responsabilité de prévenir et de préparer » par rapport aux menaces climatiques. Cela rappelle la « responsibility to protect », instituée par l'ONU, puis utilisée pour justifier la calamiteuse intervention occidentale en Libye en 2011. Le rapport évoque aussi les défis liés au changement climatique en Arctique : « changement des dynamiques géopolitiques



Les militaires se verdissent - mort au CO₂ !

US ARMY : JOCELYN A GUTHRIE : PD

et ruée sur les ressources ». En clair, la fonte de la banquise arctique rend accessibles de nouvelles zones, dont les grandes puissances se préparent à prendre le contrôle.

Un mur au global village

Surtout, concernant les conséquences d'une sécheresse en zone Sahel, Middendorp comme Bausch ont indiqué que l'Europe serait incapable de supporter, sur le plan politique, un nouveau mouvement migratoire massif. Interrogé sur les conséquences à tirer de cette prévision - déjà commencer à construire des murs ? -, le général a esquivé la question : ces décisions seraient du domaine de la politique. Tout en ajoutant que, là encore, « les militaires font partie de la solution », que ce soit pour amener les réfugiés à rester dans leur pays ou pour les retenir à la frontière.

En y rajoutant les réflexions malhousiennes de Middendorp concernant l'accroissement de la popula-

tion mondiale, on peut imaginer un scénario de réponse aux menaces signalées par le rapport de l'IMCCS : la construction d'un nouveau limes, à l'image de la muraille protégeant Rome des « barbares ». Un monde coupé en deux, entre les pays qui maintiendraient, grâce notamment à leur puissance militaire, un certain niveau de vie, et le reste du monde, abandonné à son sort. Est-ce ce dont rêvent les militaires ? Et de toute façon, comme l'avait lui-même expliqué le général, les gens désespérés risquent de se tourner vers la criminalité et l'extrémisme - qu'on n'arrivera pas à vaincre militairement. Dans son village afghan, Middendorp n'a pas construit un mur, mais a négocié un compromis. Pourquoi hésite-t-il à en tirer une conclusion politique ? Pourquoi ce qui s'est imposé là-bas comme seule solution raisonnable ne s'appliquerait-il pas à l'échelle du « global village » ?